

On a beaucoup reproché à Jacques Chirac qui avait été élu, en 2002, avec plus de 80 % des voix, d'avoir fait ensuite un gouvernement de droite sans prendre aucunement en compte la grande diversité de la large majorité qui l'avait élu.

Il serait donc illogique de reprocher à Emmanuel Macron qui a, lui, aussi été élu par plus de 60 % des voix d'électeurs qui récusait le projet du Front national, d'avoir tiré, dans la composition de son gouvernement, les conséquences de la diversité de la majorité qui l'a élu – et, de surcroît, d'avoir fait ce qu'il avait annoncé en s'employant à rassembler des hommes et des femmes venus de différents horizons politiques pour mettre en œuvre son projet.

Ce projet, il l'a lui-même constamment présenté comme « progressiste ».

Et pour le mettre en œuvre, il lui faudra une majorité à l'Assemblée Nationale, une majorité progressiste.

C'est dans cet état d'esprit que je soutiens les candidats socialistes aux élections législatives.

J'entendais ce dimanche Pierre Moscovici dire sur France Inter que le Parti socialiste ne devait pas s'engager sur la voie d'une « *opposition pavlovienne* » à Emmanuel Macron et à son gouvernement. En même temps, il appelait de ses vœux une « refondation » du Parti socialiste qui devait être – disait-il – un parti « *libre et constructif*. »

C'est dans cet esprit d'esprit, à nouveau – un esprit « *libre et constructif* » – que je considère que les socialistes ont – avec d'autres bien sûr – leur contribution à apporter à la « *majorité progressiste* » qu'Emmanuel Macron a appelée de ses vœux.

Car ce qui est certain, c'est qu'on ne peut pas faire une « *majorité progressiste* »... avec une majorité de conservateurs.

Jean-Pierre Sueur